



Les Français, les start-up et l'élection présidentielle

Ifop-Fiducial pour France Digitale
« Hacker la présidentielle 2017 »

N° 114579

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Romain Bendavid

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

23 mars 2017



1 | La méthodologie

Etude réalisée par Ifop - Fiducial pour France Digitale

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1607** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'individu) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil

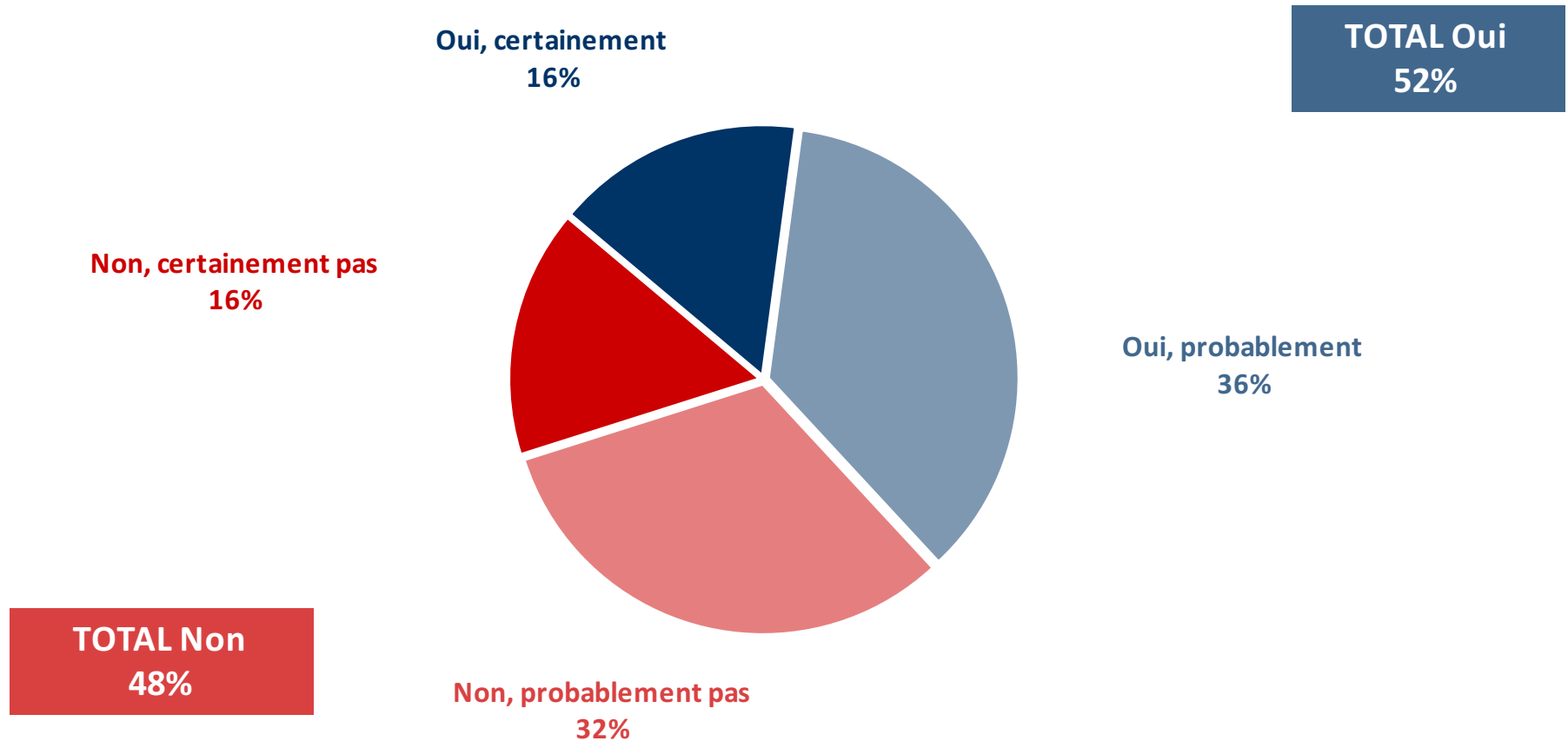


Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 20 au 21 mars 2017.

A | Les Starts-Ups

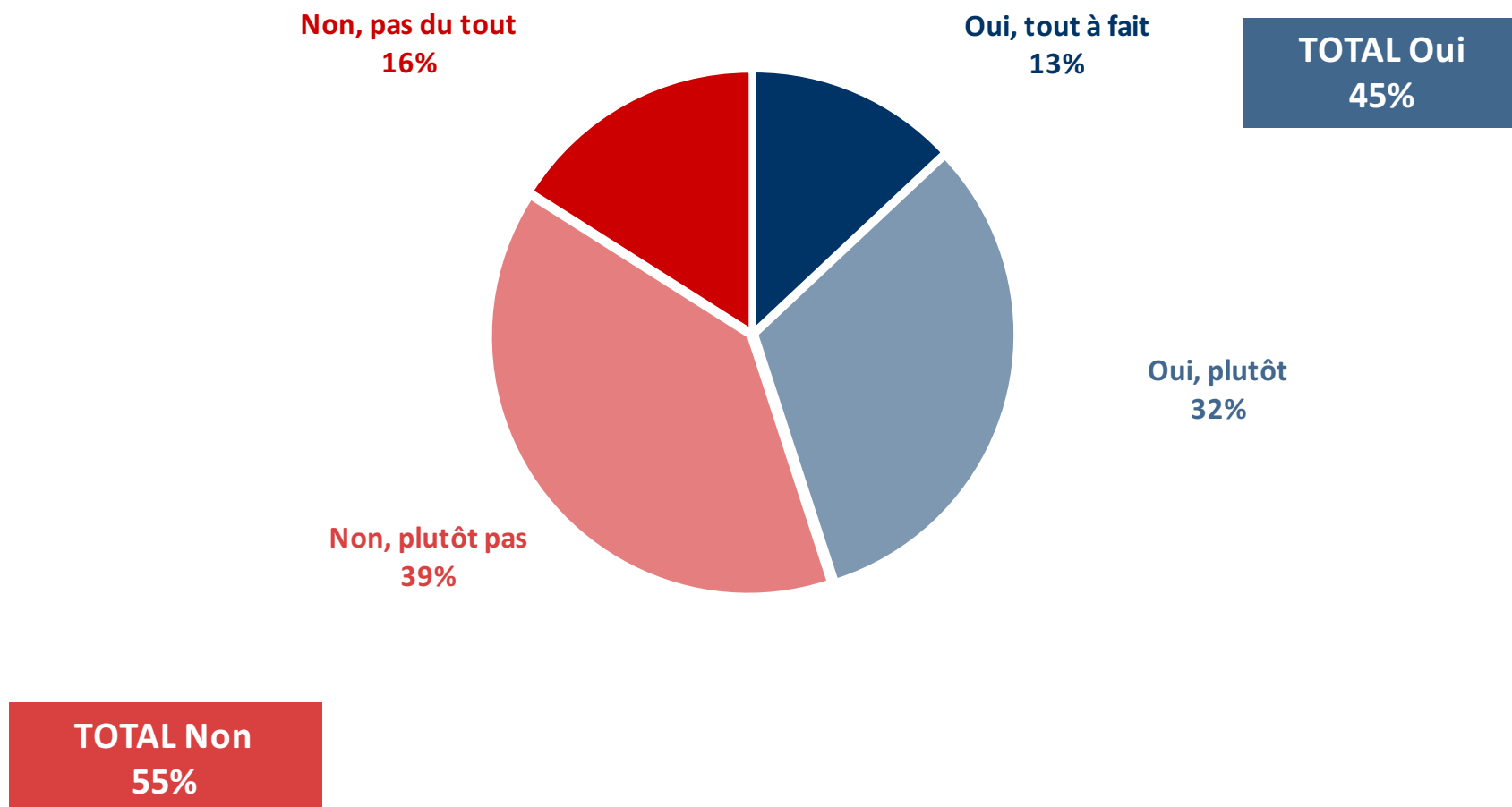
QUESTION : Si vous en aviez la possibilité, seriez-vous intéressé pour travailler dans une Start-Up ?

Base : question posée uniquement aux actifs, soit 58% de l'échantillon



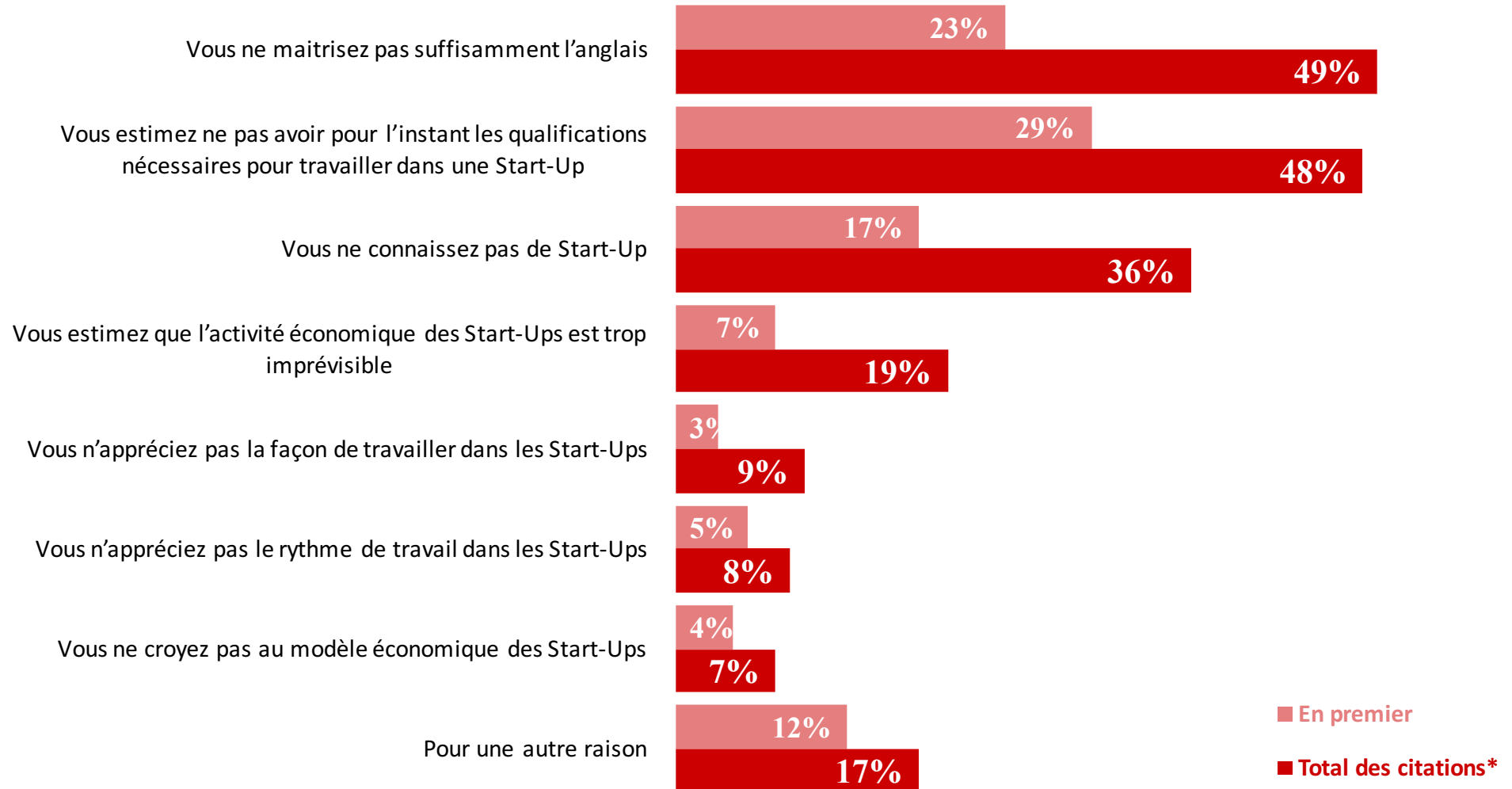
QUESTION : Et aujourd'hui, estimez-vous avoir les compétences nécessaires pour travailler dans une Start-Up ?

Base : question posée uniquement aux actifs, soit 58% de l'échantillon



QUESTION : Pour quelle raison estimez-vous ne pas avoir les compétences nécessaires pour travailler dans une Start-Up ?

Base : question posée uniquement aux actifs estimant ne pas avoir les compétences nécessaires pour travailler dans une Start-Up, soit 32% de l'échantillon

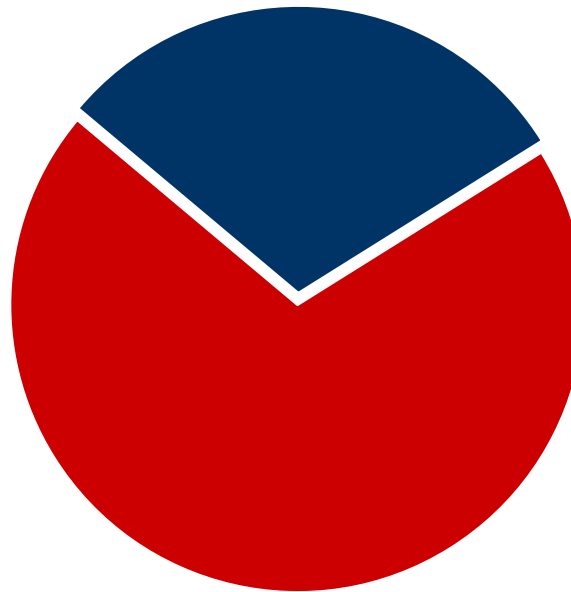


(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

QUESTION : Pourriez-vous citer une Start-Up française ? (Question ouverte – réponses spontanées)

Base : à tous

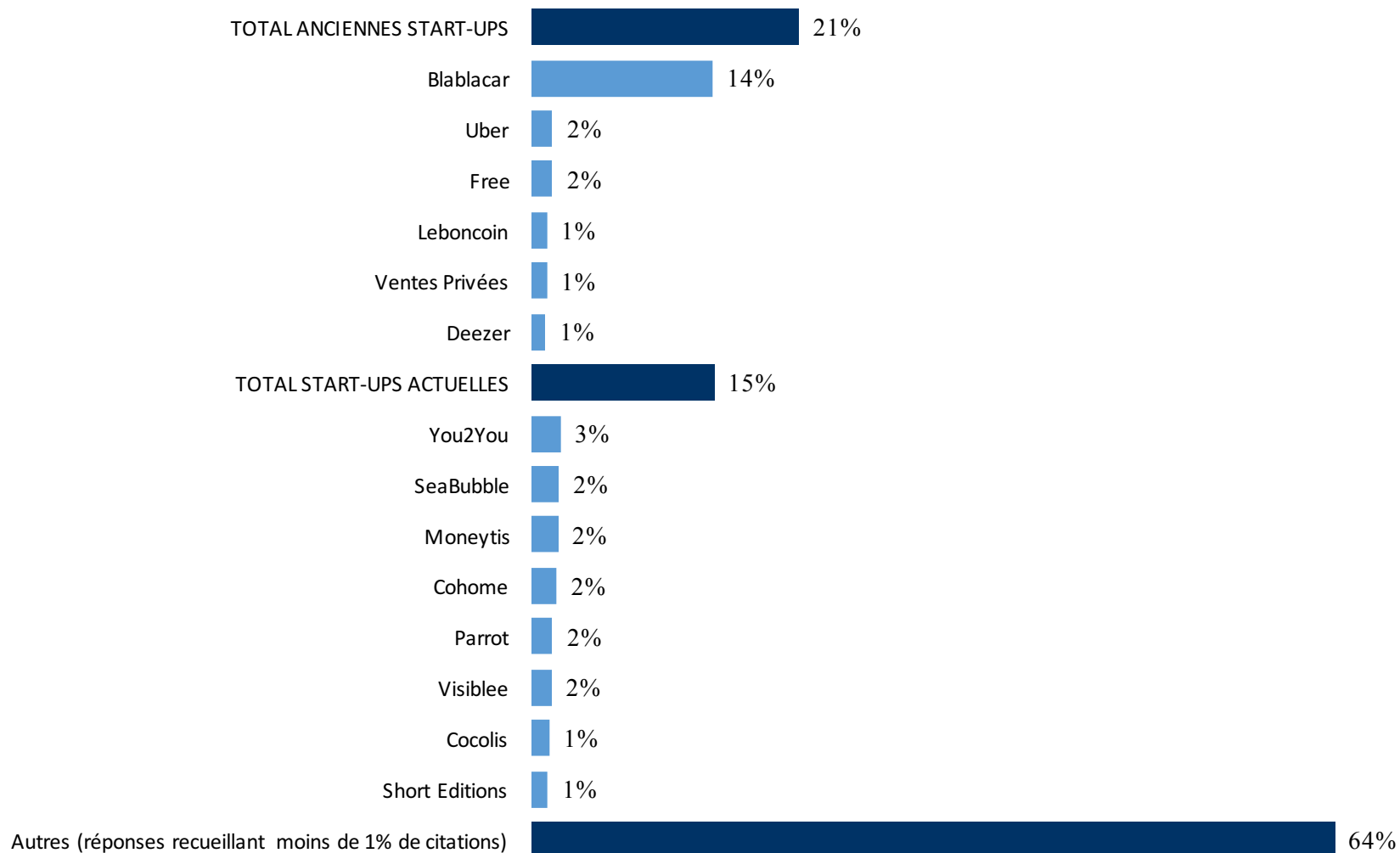
Personnes citant une Start-Up
30%



Personnes ne pouvant citer
aucune Start-Up spontanément
70%

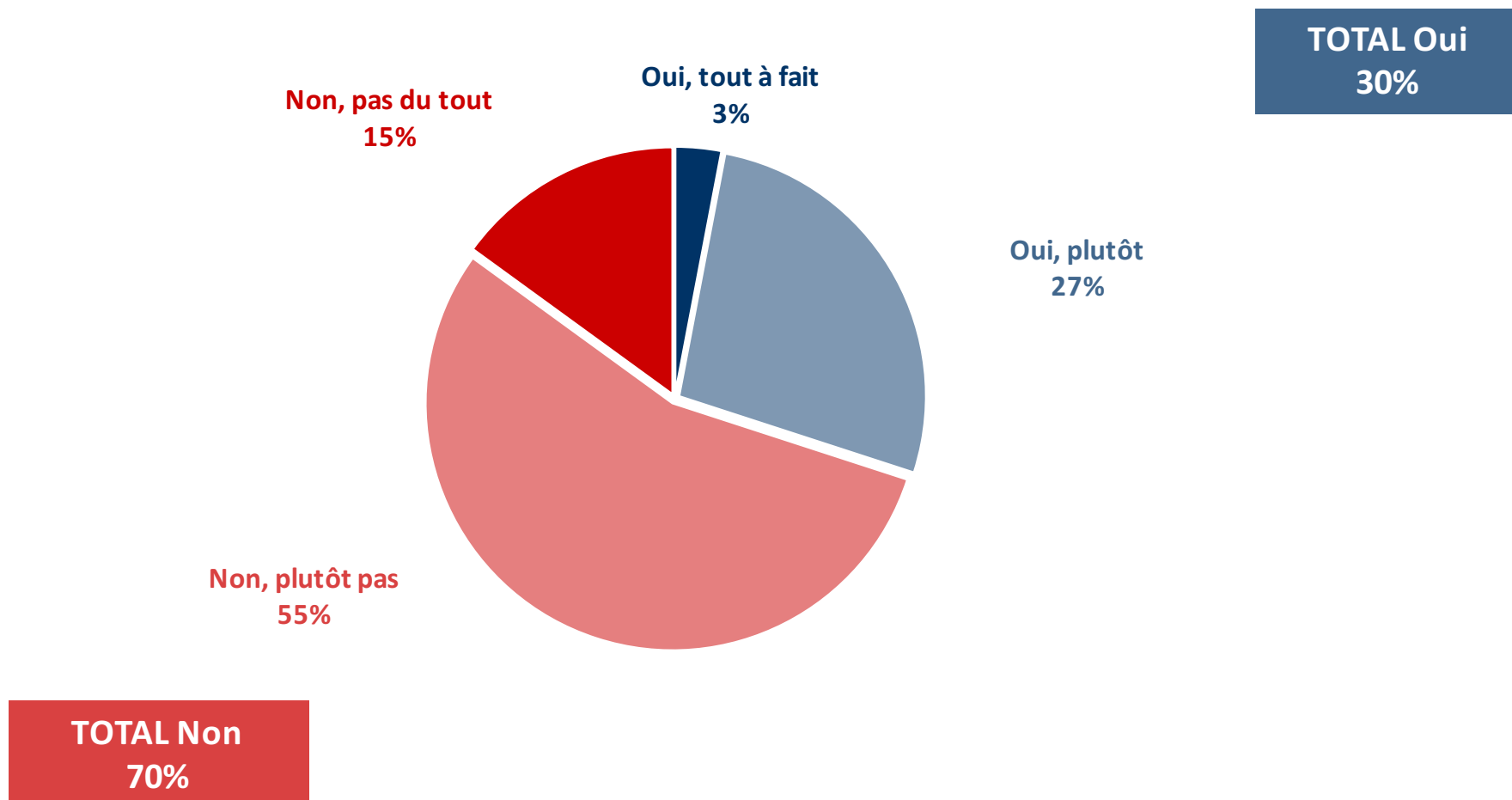
QUESTION : Pourriez-vous citer une Start-Up française ? (Question ouverte – réponses spontanées)

Base : à ceux qui ont cité une Start-Up, soit 30% de l'échantillon



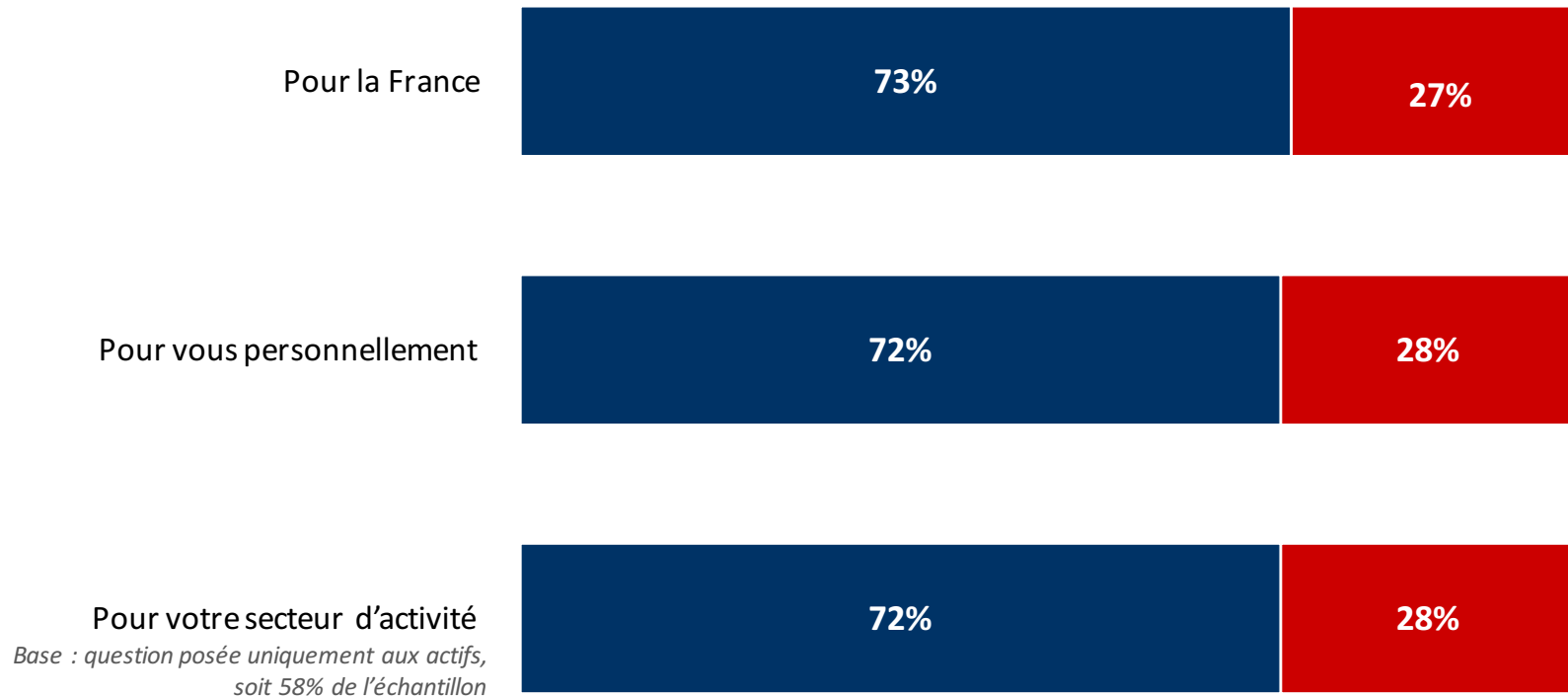
B | Questions économiques

QUESTION : Selon vous, le droit du travail en France est-il adapté aux réalités auxquelles sont confrontées les entreprises ?



QUESTION : La transformation digitale de l'économie désigne le processus qui consiste, pour une organisation, à intégrer pleinement les technologies numériques dans l'ensemble de ses activités.

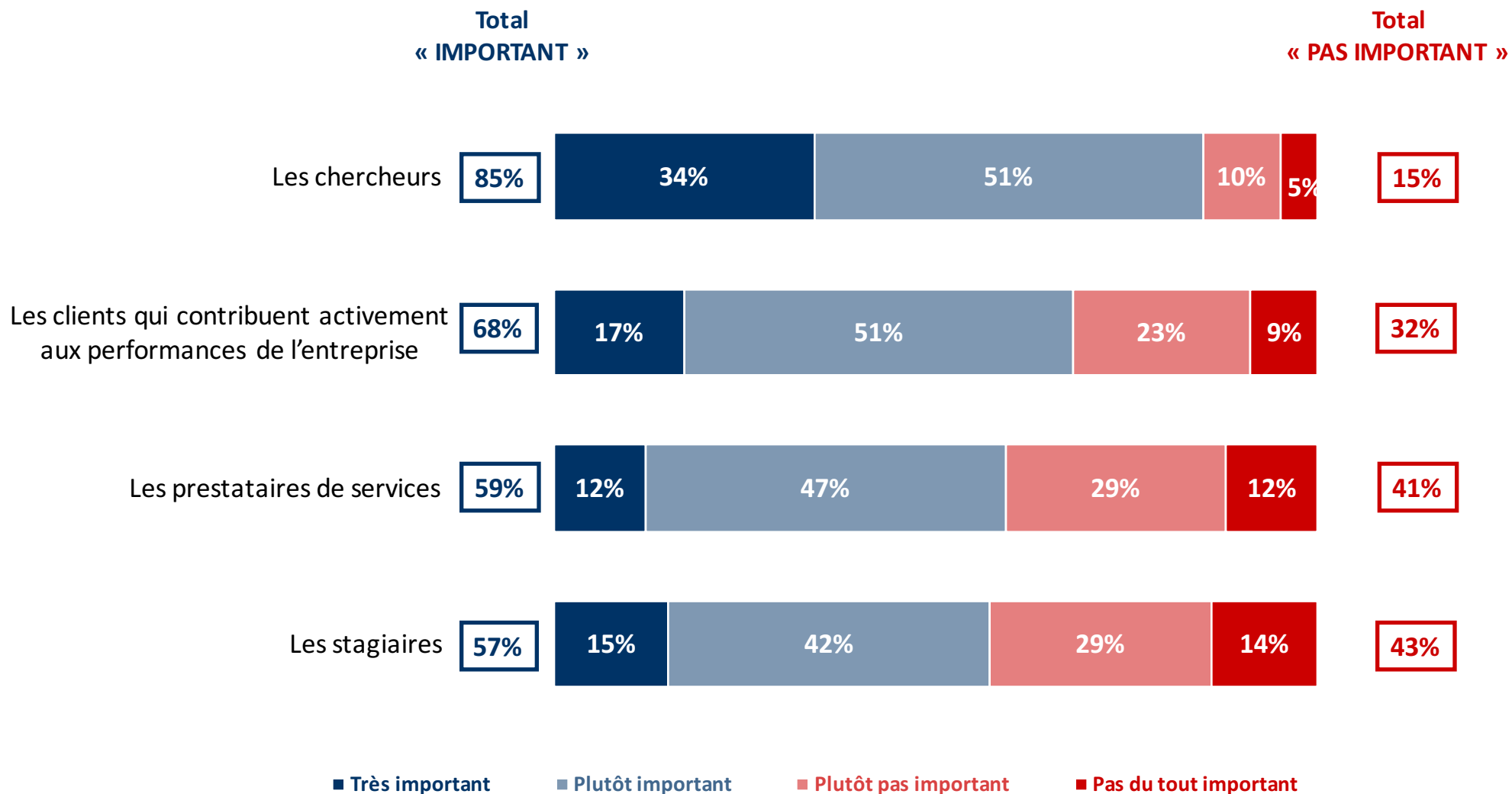
Cette transformation digitale constitue-t-elle selon vous plutôt une opportunité ou plutôt une menace ?



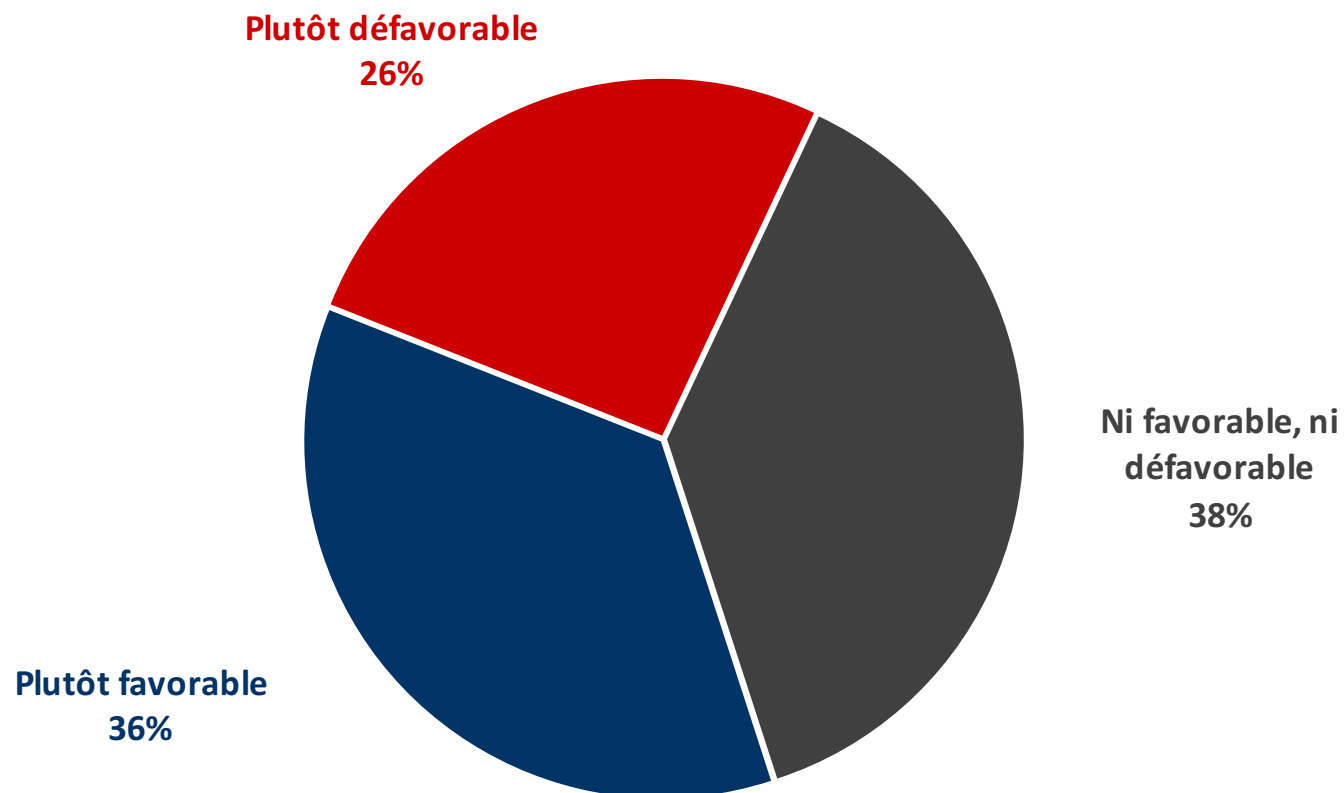
■ Plutôt une opportunité

■ Plutôt une menace

QUESTION : Est-il selon vous important ou pas important qu'une entreprise puisse distribuer des actions pour récompenser les acteurs suivants ?

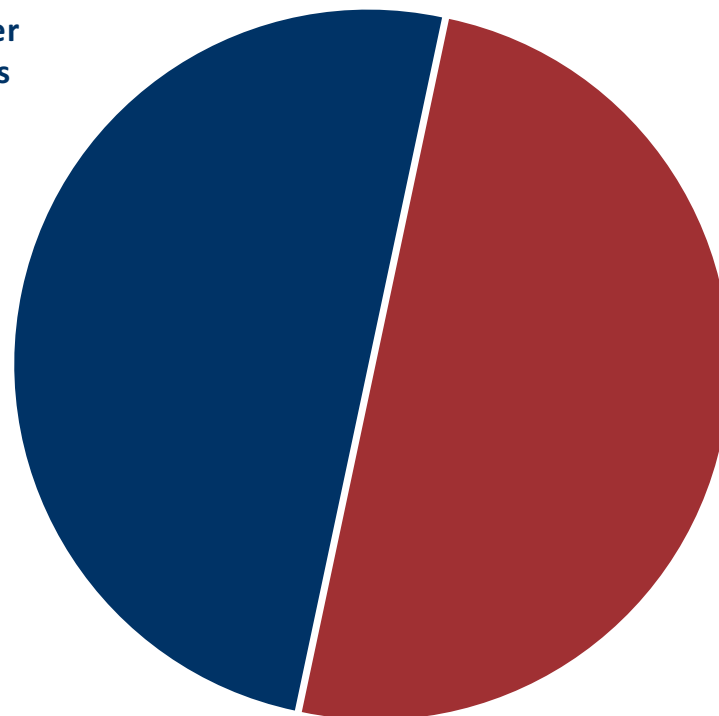


QUESTION : Etes-vous plutôt favorable au plutôt défavorable au développement du travail indépendant qui remplace de plus en plus le salariat ?



QUESTION : Avec laquelle des deux affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

L'assouplissement des règles de licenciement contribue à limiter le chômage car les entreprises ont plus de marges de manœuvre pour embaucher
50%

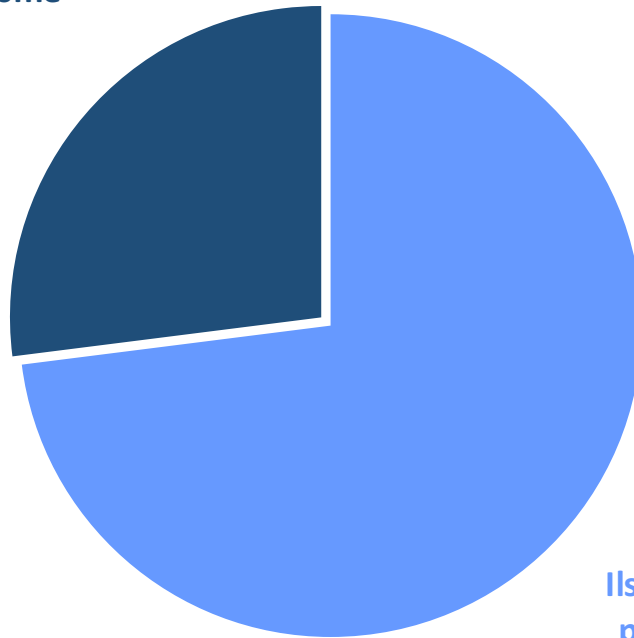


L'assouplissement des règles de licenciement contribue à augmenter le chômage car les licenciements sont rendus plus faciles
50%

C | Questions politiques

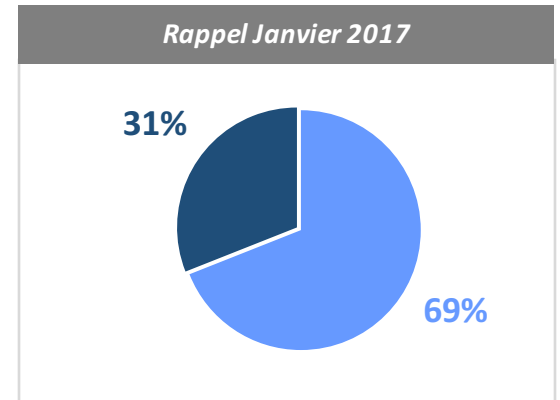
QUESTION : Selon vous, les candidats à l'élection présidentielle doivent-ils parler en priorité de la lutte contre le chômage ou de la lutte contre le terrorisme ?

Ils doivent parler en priorité de la lutte contre le terrorisme
27%



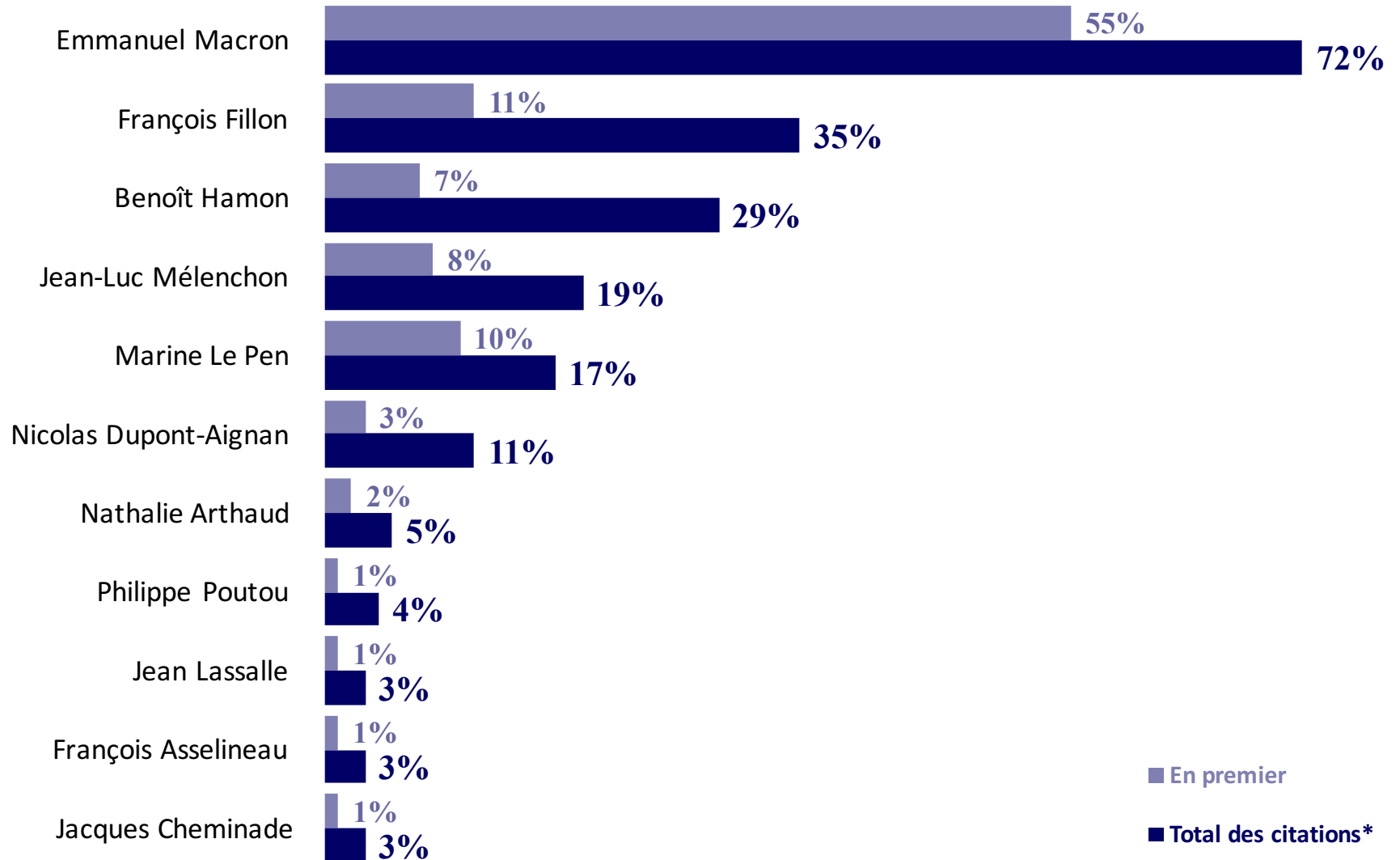
Ils doivent parler en priorité de la lutte contre le chômage
73%

Rappel Janvier 2017



Le candidat à l'élection présidentielle le plus proche des start-up

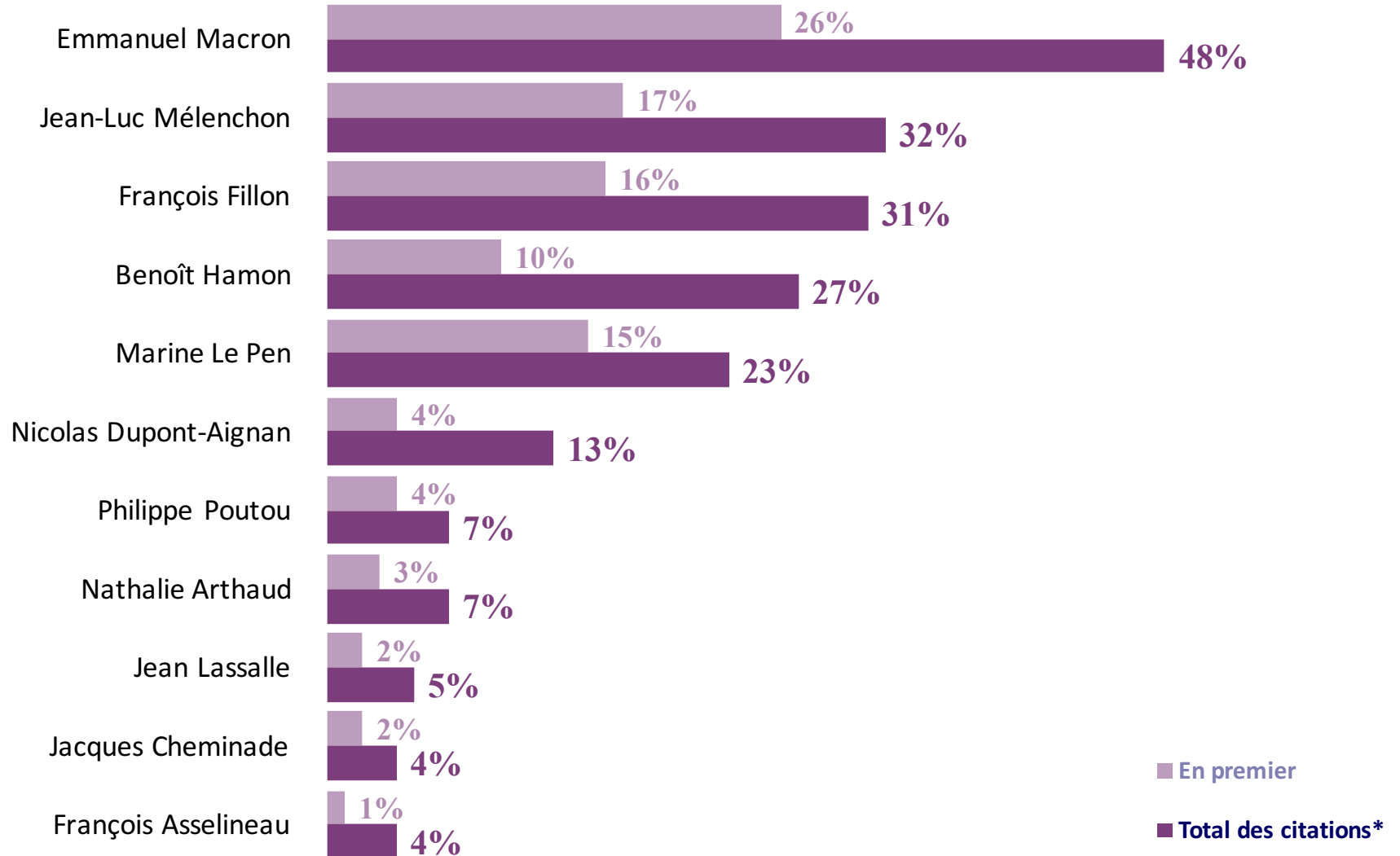
QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est selon vous le plus proche des Start-Up ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

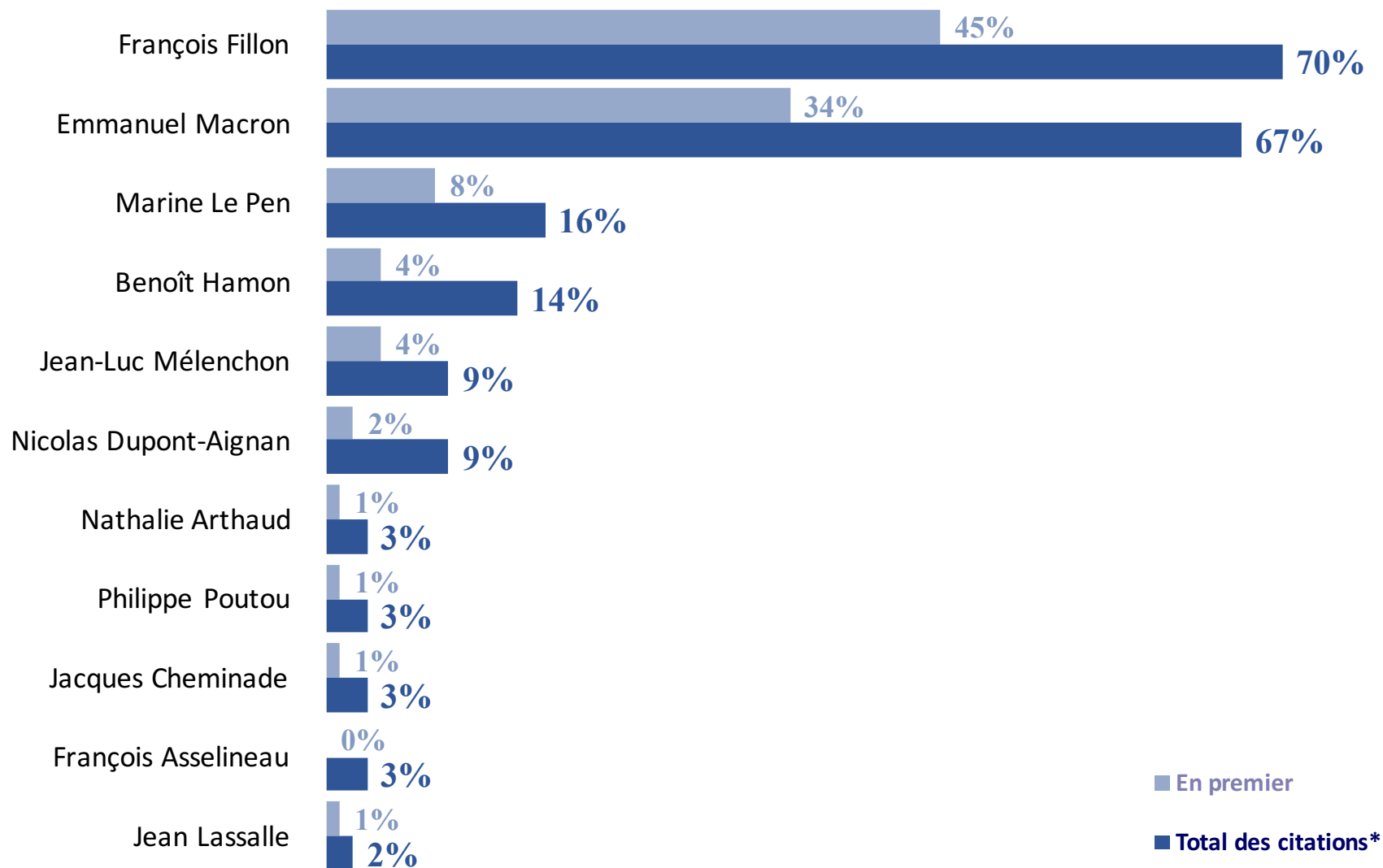
Le candidat à l'élection présidentielle le plus proche des TPE / PME

QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est selon vous le plus proche des TPE / PME ?



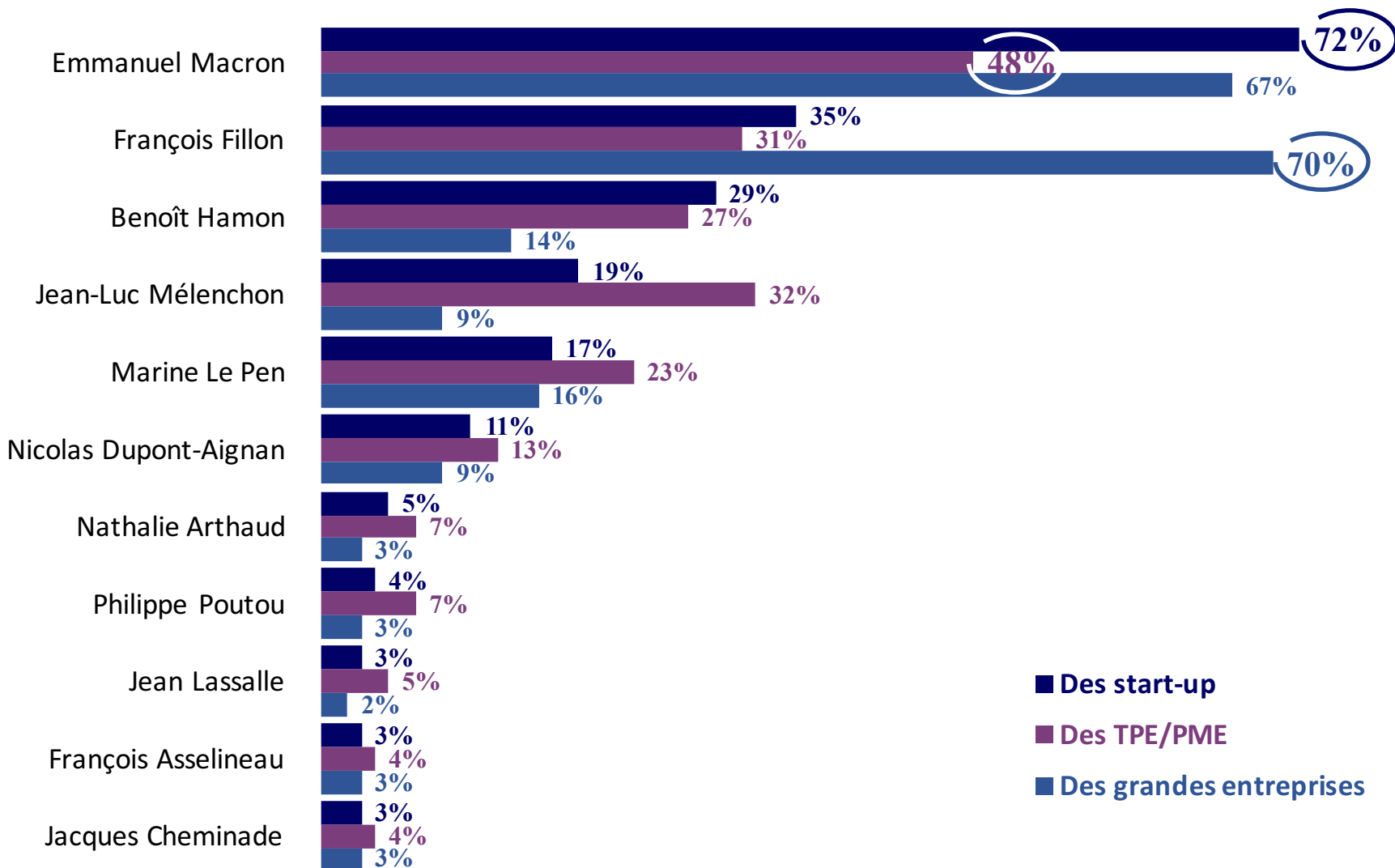
(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est selon vous le plus proche des grandes entreprises ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est selon vous le plus proche, des start-up, des TPE/PME ou des grandes entreprises ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

2 | Les principaux enseignements

➤ **Une courte majorité de la population active est intéressée pour travailler dans une Start-Up.**

En dépit de la relative récence de ce type d'entreprise par rapport aux structures classiques que sont les TPE ou les PME, 52% des Français actifs manifestent leur intérêt pour travailler dans une Start-Up dont 16% l'expriment de manière certaine. Comme souvent lorsque qu'un nouveau concept économique ou sociétal émerge, les cibles « leaders d'opinion » manifestent davantage leur envie :

- **Les Jeunes**, plus réceptifs à l'innovation. L'envie de travailler dans une Start-up s'élève en effet à 60% chez les moins de 35 ans
- **Les CSP+**, mieux informés et dont le champ des possibles en matière de choix d'une entreprise est plus élargi. 61% d'entre eux manifestent leur intérêt, score qui atteint 64% chez les travailleurs indépendants.

Il convient de noter plus spécifiquement un intérêt également marqué auprès des habitants du Sud-Est (60%) où la proportion de travailleurs indépendants est importante et les actifs travaillant dans le secteur du Commerce (61%).

➤ **Les freins pour travailler dans une Start-Up résultent plus d'un manque de confiance que d'une remise en question de leur modèle économique.**

Seuls 45% des actifs estiment avoir les compétences nécessaires pour travailler dans une Start-Up, constat qui est toutefois partagé par 61% des CSP+. Corollaire d'un intérêt majoritaire pour ce type d'entreprises, les personnes estimant ne pas avoir les compétences nécessaires mettent très largement en avant des motifs personnels alors que très peu citent des raisons intrinsèquement liées au fonctionnement des Start-Up. Ainsi, 29% estiment ne pas avoir pour l'instant les qualifications nécessaires (raison la plus citée), 23% considèrent avoir une maîtrise insuffisante de l'anglais et 17% mettent en avant une connaissance encore imparfaite des Start-Up. De façon plus marginale, seuls 7% des interviewés estiment que l'activité économique des Start-Up est trop imprévisible, 5% n'apprécient pas le rythme de travail dans les Start-Up, 4% ne croient pas à leur modèle économique et 3% n'apprécient pas façon de travailler dans ces entreprises.

➤ **Les Start-Up sont encore peu incarnées.**

Seuls 30% des Français sont capables de citer une Start-Up française. Parmi les Start-Up mentionnées, Blablacar, qui est pourtant une ancienne Start-Up, est la seule qui recueille un score important. Elle est mise en avant par 4% des Français (et 14% des personnes mentionnant une Start-up). Aucune autre Start-Up ne recueille plus de 1% de citation.

- **Une nette majorité de Français (70%) estime que le droit du travail en France n'est pas adapté aux réalités auxquelles sont confrontées les entreprises.**

15% estiment même qu'il ne l'est « pas du tout » alors que seulement 3% ont un avis opposé, déclarant qu'il l'est « tout à fait ». Cette perception d'une inadaptation du droit du travail est globalement partagée de façon homogène par les différentes catégories de la population. Seuls les dirigeants d'entreprise et les sympathisants de droite l'affirment encore plus fortement (respectivement 80% et 81% soulignent cette inadaptation).

Pour autant, l'assouplissement des règles de licenciement n'est pas considéré comme une réforme juridique prioritaire qui permettrait de mieux adapter le droit du travail en France aux réalités auxquelles sont confrontées les entreprises. Cet enjeu spécifique clive en effet parfaitement l'opinion. 50% considèrent que l'assouplissement des règles de licenciement contribuerait à limiter le chômage car les entreprises auraient plus de marges de manœuvre pour embaucher alors que 50% estiment au contraire que cet assouplissement contribuerait à augmenter le chômage car les licenciements seraient rendus plus faciles. Parmi les catégories plus favorables à un assouplissement figurent les 65 ans et plus (72%), les travailleurs indépendants (71%), les dirigeants d'entreprise (72%) et les sympathisants de Droite (74%). Inversement, les CSP- (65%) et les sympathisants de Front de Gauche (78%) font davantage le lien entre assouplissement des règles de licenciement et augmentation du chômage.

- **La transformation digitale est accueillie avec sérénité.**

A rebours des discours anxiogènes sur la révolution numérique, près des trois quarts des Français l'envisagent comme une opportunité que ce soit pour la France (73%), pour leur secteur d'activité (72%, question posée uniquement aux actifs) et pour eux personnellement (72%). Les hommes, les 65 ans et plus, les CSP+, les habitants de la région parisienne et les salariés travaillant dans l'industrie se montrent dans l'ensemble plus enthousiastes.

- **L'opinion publique est favorable à la distribution d'actions à différents acteurs externes à l'entreprise et contribuant à ses performances.**

Parmi les 4 types d'acteurs, ce sont les chercheurs qui suscitent l'agrément le plus élevé. 85% des français estiment effet qu'il est important qu'une entreprise puisse leur distribuer des actions pour les récompenser, dont 34% « très important ». De leur côté, les clients qui « contribuent activement aux performances de l'entreprise » sont mis en avant par 68% des personnes interrogées. Enfin, à un degré moindre mais toujours de façon majoritaire, les prestataires de service et les stagiaires sont considérés comme éligibles à la distribution d'actions par respectivement 59% et 57% de l'échantillon.

- **Le développement du travail indépendant suscite un attentisme prudent et ne semble pas encore complètement entré dans le débat public.**

L'opinion est quasiment partagée en trois groupes.

- 36% s'y montrent plutôt favorables dont 43% des salariés évoluant dans des entreprises de 0 à 19 personnes et 47% des sympathisants de droite. A signaler par ailleurs que seuls 42% des travailleurs indépendants partagent cet avis.
- 26% y sont plutôt défavorables ;
- 38% n'ont pas d'avis particulier, ni favorable ni défavorable

- **A l'instar de la vague précédente (janvier 2017), l'enjeu économique et social de lutte contre le chômage prime largement sur l'enjeu sécuritaire de lutte contre le terrorisme.**

Alors que la campagne présidentielle entre dans sa dernière ligne droite, 73% des Français considèrent en effet que les candidats à l'élection présidentielle doivent parler en priorité de la lutte contre le chômage (+4 points par rapport à janvier) contre 27% qui évoquent la lutte contre le terrorisme. Les CSP+ et les sympathisants de gauche placent encore plus la bataille contre le chômage au cœur de leurs préoccupations (respectivement 82% et 83%) tandis que, sans surprise, les sympathisants FN mettent davantage en avant l'enjeu du terrorisme (41%).

- **Emmanuel Macron apparaît de loin comme le candidat à l'élection présidentielle le plus proche des Start-Ups**

Une majorité (55%) le cite en premier, loin devant François Fillon (11%) et Marine Le Pen (10%). Deux explications peuvent être avancées. D'une part sa volonté d'incarner une nouvelle façon de faire de la politique en s'affranchissant des étiquettes partisanes et des partis traditionnels et en privilégiant le mode participatif, peut être associé à l'image innovante renvoyée par les Start-Ups, leur mode de travail et schémas managériaux originaux qui bousculent les codes plus classiques des autres entreprises. Emmanuel Macron est d'autre part associé au développement de la nouvelle économie à travers son soutien à Uber ou encore, plus spécifiquement, sa loi d'août 2015 portant notamment sur la libéralisation du transport en autocar.

- **Emmanuel Macron est aussi le candidat à l'élection présidentielle jugé le plus proche des TPE / PME mais de manière moins tranchée**

26% le placent en premier, devant Jean-Luc Mélenchon (17%), François Fillon (16%) et Marine Le Pen (15%). On peut ici toujours y voir la mise en exergue d'un état d'esprit entrepreneurial, les effets de la loi d'août 2015 sur les possibilités élargies de travail de travail le dimanche qui profite à de nombreux commerces ainsi que ses prises de positions pragmatiques sur l'assouplissement des 35 heures et la baisse des charges salariales.

- **François Fillon est le candidat le plus associé aux grandes entreprises**

45% des personnes interrogées le citent en effet devant Emmanuel Macron (34%). Les autres candidats recueillent moins de 10% des citations. François Fillon est sans doute associé à des valeurs spécifiques à ces entreprises : la dimension rationnelle, l'ancrage sur le long terme, la recherche de pérennisation des actifs de l'entreprise. La valeur ajoutée d'Emmanuel Macron fonctionne davantage à l'instinct et aux prises de risque à court terme qui sont plus l'apanage des Start-Ups et des TPE / PME. Enfin, le programme très libéral sur le plan économique de François Fillon fait qu'il peut aussi être plus perçu comme le candidat des « Puissants », une symbolique qui se rapproche de celle accolée aux grandes entreprises (elles mêmes associées aux grands groupes multinationaux).